



un programme d'action

par Roberto Dobles

Il ne reste pas beaucoup de temps pour s'attaquer au changement climatique. Nous ne pouvons attendre davantage. Bien que ce soit l'un des plus grands défis que l'humanité ait jamais affrontés, les mesures appropriées n'ont pas encore été prises. Nous devons reconnaître que, tout en ayant des causes spécifiques pour chaque pays, ses conséquences sont mondiales et ont des effets cumulatifs. Personne ne peut prédire ces effets avec une absolue certitude, mais nous avons maintenant suffisamment de preuves scientifiques pour comprendre que les bénéfices d'une action précoce et forte surpassent sans nul doute l'ampleur des coûts de l'inaction, et de ses risques.

L'évolution du climat n'est pas une simple question d'argent. Un échec complexe de catastrophes entremêlées (environnementales, économiques, humaines, sociales, éthiques et politiques – et concernant la santé, l'équité et la justice, entre autres facteurs) est au cœur du problème, compliqué de surcroît par la relation entre pays développés et pays en développement. Le monde est en danger et il faudra prendre rapidement d'importantes mesures pour changer le cours des choses. Alors que les émissions de gaz à effet de serre ont pendant longtemps affecté le climat, nos actions (ou notre inaction) pendant les deux prochaines décennies auront des conséquences profondes dans la deuxième moitié de ce siècle, et au-delà.

Les politiques nationales et mondiales doivent être modifiées. Nous ne pouvons, en effet, espérer inverser les tendances actuelles avec les politiques et les mécanismes qui en sont à l'origine. Pour obtenir des résultats différents,

il faut agir autrement. Et l'inaction n'est pas même envisageable. Nous devons concevoir des outils créatifs et novateurs pour attaquer le problème de front.

Nous devons tout faire pour engager les économies développées et celles en développement dans des actions plus fortes, respectant le principe de responsabilités communes mais différenciées. Définir un ensemble équitable de responsabilités, relier les stratégies entre elles et élaborer un système efficace de gouvernance mondiale sont les parties essentielles d'une équation qui reste à définir d'urgence. Et nous devons apprendre comment aligner les priorités de nos pays sur l'action mondiale, en harmonisant les stratégies nationales avec la mise au point d'un nouveau système de gouvernance mondiale plus efficace.

Un pays, le Costa Rica, a décidé de se lancer seul dans la bataille, proclamant sa volonté d'accéder à la « neutralité carbonique ». Une stratégie climatique intégrée sera conçue à cet effet, dont pourront s'inspirer les pays similaires qui se fixeraient les mêmes objectifs.

Cette initiative amènera le climat aux avant-postes du programme gouvernemental. La majorité élue l'année dernière en a fait une priorité de son Plan de développement national. D'importants segments du secteur privé et des médias affichent déjà un soutien enthousiaste et la société costaricienne commence à partager le sentiment qu'une économie neutre au plan du carbone est aussi une économie compétitive.

La stratégie, clairement orientée vers l'action, s'articule autour de cinq éléments:

Mesure des résultats : Elaboration d'une méthode précise, fiable et vérifiable, assortie d'un mécanisme de suivi.

Atténuation : Le Costa Rica entend devenir un pays de « neutralité carbonique », doté d'une vision globale intégrant aux stratégies nationales touchant à la compétitivité tous les aspects de la question : environnementaux, sanitaires, économiques, humains, sociaux, éthiques, moraux, culturels, éducatifs et politiques. Promouvoir la neutralité carbonique auprès des entreprises, des régions et des communautés, et autres parties prenantes, ira de pair avec la mise en place d'incitations à l'action et l'apparition d'un élément supplémentaire de différenciation dans la concurrence.

Le programme d'action comportera principalement les éléments suivants : réduction des émissions à la source; renforcement des puits de carbone par la reforestation et la régénération des forêts naturelles; et développement des marchés du carbone aux niveaux de la production et des produits locaux et internationaux. Notre programme visant à éviter la déforestation (qui comporte notre participation à la Coalition des pays à forêts tropicales humides) et notre nouvelle campagne de plantation d'arbres, qui sera aussi liée à la Campagne pour un milliard d'arbres de Wangari Maathai, sont parties intégrantes de nos actions planifiées sur l'évolution du climat. La relation du changement climatique avec la stratégie de compétitivité du pays compte beaucoup dans notre concept. Nous voulons créer les conditions induisant des comportements responsables et compétitifs.

La communauté d'affaires internationale – comme le reconnaissent les sociétés du Projet de diffusion des informations sur le carbone (Carbon Disclosure Project) – convient que les grands risques économiques, financiers et concurrentiels liés au changement climatique sont :

- * Les risques concurrentiels, dus au passage de services et produits à haute intensité de carbone à d'autres, assurant une neutralité carbonique ou une faible consommation de carbone.
- * Les risques touchant à la réputation, dus à la perception que les consommateurs peuvent avoir de l'inaction des entreprises.
- * Les risques réglementaires, dus à la sujétion à des réglementations locales ou internationales...
- * Les risques économiques et financiers, dus aux effets des phénomènes climatiques extrêmes sur les biens et les infrastructures.

Face à ces risques apparaissent aussi des occasions d'agir très importantes, liées à l'innovation, au ressenti des consommateurs, aux préférences des investisseurs, aux rapides mutations technologiques dans les secteurs de l'économie existants, et à l'émergence de secteurs nouveaux liés aux questions du changement climatique.

Adaptation : La stratégie d'adaptation concernera essentiellement les ressources en eau, la santé, l'agriculture, les infrastructures, les zones côtières, les écosystèmes forestiers et la diversité biologique terrestre et océanique. Elle inclura la gestion des risques et la préparation aux catastrophes.

Education, culture et sensibilisation du public : Le pays veut que son peuple participe, qu'il soit engagé et partie prenante dans la lutte contre le changement climatique, et qu'il édifie un système sociétal de prise de décision pour la mise en œuvre de la stratégie. Les habitudes personnelles, les préférences des consommateurs et les modes de consommation doivent être rendus compatibles avec les impératifs du changement climatique.

Nous voulons des citoyens informés et sensibilisés, dotés de connaissances leur permettant de participer plus activement et plus efficacement aux questions relatives à l'évolution du climat. Leur capacité à peser sur les mécanismes de

prise de décision s'en trouvera en retour augmentée, ce qui leur permettra d'entreprendre les actions nécessaires pour faire la différence.

Renforcement des capacités : Si nous voulons appliquer une stratégie nationale d'ensemble, nous devons renforcer les capacités à tous les niveaux de la société afin de répondre au changement climatique, mesurer et atténuer ses causes et apprendre – et faire savoir – comment nous adapter à ses conséquences.

La gouvernance mondiale sera mise à l'épreuve lorsqu'il faudra résoudre l'un des plus grands défis de l'Histoire de l'humanité et les mécanismes qui ont abouti à l'actuelle crise du changement climatique devront alors être réexaminés. Nous n'obtiendrons pas des résultats différents en refaisant les mêmes choses et en nous appuyant sur les anciennes méthodes. Développer de nouvelles technologies pour aller vers une économie à consommation de carbone faible voire nulle – et stabiliser le dioxyde de carbone dans l'atmosphère – est une priorité qu'il faut intégrer à l'équation.

Les pays devront se mettre d'accord, en particulier les principaux émetteurs. Si l'on veut sortir de l'impasse, les pays doivent ouvrir la voie en construisant un nouveau régime climatique international doté des objectifs et des calendriers nécessaires pour nous amener en sécurité et intelligemment dans le futur. Pour ouvrir le champ à une solution mondiale véritable, il faudra définir des engagements complémentaires et nouveaux et dissiper le climat de méfiance entre les pays.

Après 2012, il faudra prendre en considération non seulement l'expérience acquise dans le cadre du Protocole de Kyoto mais aussi celle d'autres secteurs et méthodes d'action novateurs et complémentaires. Un cadre plus vaste est nécessaire pour inverser les tendances actuelles. Une combinaison d'engagements, certains de vaste portée et d'autres de portée plus restreinte, encouragerait les pays en développement à mieux intégrer les préoccupations sur le climat dans la planification de leur développement. Cela permettrait d'adapter les politiques aux contextes nationaux et, en même temps, de donner aux pays la reconnaissance internationale qui accroîtrait leur compétitivité en attirant les investissements étrangers directs.

Le Protocole de Kyoto contient des éléments essentiels, notamment la démarche dite de « plafond et échange » des objectifs contraignants pour les Parties visées à l'Annexe I, les mécanismes souples (échange des émissions et mise en œuvre conjointe), et le Mécanisme pour un développement propre, qui permet aux pays en développement de créer des crédits négociables, projet par projet. Il est absolument fondamental de maintenir le Mécanisme pour un développement propre après 2012 afin d'encourager les investissements dans un secteur vital du marché. Mais cela n'autorise les crédits que pour des projets de petite taille; c'est pourquoi des approches programmatiques différentes face à ces crédits sont nécessaires pour réaliser des réductions d'émissions plus ambitieuses et plus larges dans les pays en développement. Il en va de même pour les incitations et les mécanismes nouveaux renforcés.

Le champ d'investissement du Mécanisme pour un développement propre devrait aussi être élargi pour couvrir des activités sectorielles ou fondées sur les orientations gouvernementales – fixant des objectifs de réduction d'émissions pour des secteurs ou des pans économiques entiers à partir d'estimations de départ validées par des organes internationaux accrédités – de manière telle qu'un secteur entier puisse avoir le droit de négocier des quotas et des réductions d'émissions certifiées.

Nous le voyons, tous les pays sont responsables de l'action sur le changement climatique et non simplement les plus grands. L'action doit être conforme au principe de responsabilités communes mais différenciées. Le Costa Rica poursuit une stratégie cohérente avec ses propres responsabilités aux plans local, régional et mondial. 